

ANNABA/INTEMPERIES

Les limites des pouvoirs publics

Avec cette vague de froid qui sévit depuis plus d'une semaine sur le nord-est du pays, l'impuissance des pouvoirs publics à gérer cette situation est apparue au grand jour provoquant parfois des réactions violentes de la part des populations touchées de plein fouet par ce phénomène, somme toute naturel.

Les chutes impressionnantes de neige et les pluies torrentielles qui se sont abattues sur les wilayas de Annaba, Tébessa, Souk-Ahras, Guelma et El-Tarf ont isolé des localités, coupé des routes, provoqué des pénuries de produits alimentaires, de gaz butane et des coupures fréquentes d'énergie électrique.

A Guelma, on s'éclaire à la bougie et dans certains hameaux reculés, on a oublié carrément l'électricité et son confort à tel point qu'au niveau de la localité de Bouhachana, les habitants ont bloqué la RN80 qui l'était déjà naturellement par la neige au niveau de Kef Errih entre Guelma et Sedrata (Souk-Ahras). Cette dernière wilaya n'est pas mieux lotie, les routes y

menant sont presque toutes impraticables et les maigres moyens déployés pour débayer et rouvrir à la circulation ces voies s'avèrent dérisoires devant la persévérance de la nature. La RN82 reliant Ouled Driss à Bouhadjar (wilaya d'El-Tarf) a été bloquée pendant 3 jours et il avait fallu que la Protection civile et les services des APC interviennent en plusieurs endroits pour la rendre à peine praticable.

Les éléments de la Protection civile sont aussi intervenus pour sauver une famille de cinq personnes (une mère et ses quatre enfants) asphyxiée par les gaz de combustion.

Dans les douars et mechtas, les populations privées de gaz naturel et de fuel ont dû se rabattre sur le

bois coupant des arbres et des buissons, seul moyen de chauffage disponible ; ceci a entraîné une déforestation nuisible pour l'équilibre écologique de toute la région.

Dans la wilaya de Annaba, c'est pire ; les habitants de Seraïdi, village perché au sommet du mont l'Edough où la température atteint facilement les -8 degrés ont beaucoup souffert du manque de gaz butane et des coupures de courant. La protestation allait prendre la forme d'une manifestation n'était l'intervention du président d'APC qui a réussi à calmer les esprits. Par ailleurs, l'intervention de l'armée et de la gendarmerie pour débayer les routes bloquées par la neige et approvisionner les populations en produits alimentaires a été salutaire. Deux camions de la Sonelgaz ont été séquestrés pendant plusieurs heures par les habitants des Tours

Belvédère pour exprimer leur colère contre les coupures trop fréquentes de courant électriques. A Sidi Ammar, au niveau de la cité universitaire, les étudiants se sont rassemblés devant la direction pour exiger des responsables que le chauffage de quatre blocs soit remis en marche. A Sidi Harb et Sidi Aïssa, les inondations ont causé d'importants dégâts et sept familles dont les habitations précaires ont été submergées par les eaux ont été évacuées par la Protection civile chez leurs voisins en attendant de les reloger.

Ces intempéries qui, sous d'autres cieux, sont tout à fait normales et ne causent pratiquement aucun dégât prennent chez nous l'allure d'une "catastrophe" ; les pouvoirs publics et le gouvernement ont montré leur incompétence à agir et à intervenir efficacement devant de telles situations.

M. Rahmani

SKIKDA/ASSEMBLEE GENERALE DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

Reconduction des membres du bureau de la chambre

L'assemblée générale de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Skikda s'est tenue ce jeudi à la salle des délibérations de l'APW, en présence des huit associations professionnelles la composant, des coopératives para-agricoles et d'autres associations et chambres professionnelles.

Après la lecture du bilan moral et financier, place fut donnée à l'urne traduite par la tenue de l'assemblée élective du bureau de la chambre avec la participation de 48 votants (à raison de six représentants par chacune des huit associations professionnelles).

A l'issue du dépouillement, c'est Mourad Bourekouk qui a été reconduit à son poste de président de la chambre avec quarante-trois voix, devançant ainsi d'une voix son second, Boudjemaâ Hallassi.

La troisième place est revenue à Mohamed-Salah Boulemdadje avec trente voix. A signaler que la composante du bureau de la chambre est constituée de six représentants de chacune des huit associations professionnelles affiliées à cette même chambre en plus de trois membres représentant les coopératives para-agricoles et fermes-pilotes.

Cette assemblée générale qui s'est tenue dans une ambiance sereine et conviviale est la première

depuis... douze ans ; elle devrait ouvrir la voie à une nouvelle ère pour le secteur local de l'agriculture, lui recommandant une "transparence" dans la gestion de cette Chambre d'agriculture, "partenaire privilégiée des autorités publiques et administratives, locales et internationales" et redonnant au concept de la représentativité la place qui lui sied dans la louable perspective de mieux défendre les intérêts des fellahs et de contribuer efficacement et effectivement au développement agricole, et ce, en adéquation avec les directives et les actions lancées, appui financier y compris, par le gouvernement visant le "désenclavement" de ce secteur ainsi que le confortement de l'agriculture dans son statut "d'agent économique responsable".

La lecture du bilan moral et financier par le comité d'organisation et de suivi de cette assemblée a fait ressortir les efforts déployés par cette chambre, qui a vu le jour conformément au décret exécutif n° 92-379 du 13 octobre 1992 et publié au Journal officiel n° 75 du 18 octobre 1992, portant statut général des chambres, dans le but de concrétiser des actions participatives à "la promotion du mouvement associatif et coopératif agricole" ainsi que des "opérations d'identification et de

reconnaissance de la qualité d'agriculteur, celles de la redynamisation des associations agricoles professionnelles et de la réorganisation des coopératives agricoles".

Il est fait également référence au système de production employé qui est caractérisé par deux types d'agriculture : une agriculture de montagne occupant 60 % de la SAU (surface agricole utile) fortement liée à l'élevage bovin local, et une agriculture tellienne (plaines et bas piémonts), occupant 40 % de la SAU, marquée par une polyvalence de dominance.

Le rapport mentionne notamment les caractéristiques agricoles de la wilaya dont les principaux axes s'articulent autour des cultures herbacées (73 000 ha, soit 56,5 % de la SAU totale) et les cultures pérennes (8,5 % de la SAU).

L'appui à la production, toujours selon ce bilan, demeure l'un des objectifs fondamentaux de la chambre. L'accent est mis logiquement sur les spécificités locales comme la céréaliculture et la culture de la tomate industrielle.

Suite à cela, le débat fut ouvert permettant aux intervenants — des fellahs autonomes — de soulever quelques-unes de leurs préoccupations, qui se cristallisaient autour du peu d'intérêt accordé aux agriculteurs,

aux sommes dérisoires octroyées aux bénéficiaires des multiples dispositifs de soutien accordés par l'Etat... Prenant la parole, le sénateur RND Oudina incitera les responsables de l'agriculture à défendre leur secteur.

"Il faut défendre votre secteur, car la presse ne fait qu'amplifier les choses en rapportant les cas de détournement de terres agricoles, car il y en a des détournements même dans les antennes des P et T, implantées dans les mechtas les plus éloignées, sans qu'elle (la presse) ne prenne la peine de les médiatiser", dira-t-il. Il a oublié de mentionner, lui qui a été un ex-APC, que le rôle de la presse est tributaire, entre autres, du degré de communicabilité des secteurs concernés et des facilités pour l'accès à l'information qui y sont accordées.

Il reconnaîtra en sortant de la salle de l'APW, que les fellahs autonomes ne communiquent pas avec la presse. Des propos qu'il aurait fallu dire dans la salle.

A souligner dans ce contexte "l'amateurisme" des organisateurs de cette assemblée, beaucoup de journalistes n'ont pas eu droit au bilan moral et financier. "Vous êtes venus en retard" et "on n'en a plus", sont les arguments avancés.

Zaid Zoheir

KHENCHELA

Les élus tirent à boulets rouges sur le P/APC

Six élus sur onze qui composent l'Assemblée communale de Ouled Rechach tirent à boulets rouges sur le P/APC, un indépendant qui a opté pour les redresseurs du FLN et qui a lui-même remplacé le premier P/APC qui avait fait l'objet d'un retrait de confiance.

A défaut de procéder à un retrait de confiance du fait de l'insuffisance des signataires qui sont seulement six, on signale alors la mauvaise gestion au wali qui charge l'inspecteur général de faire la part des choses. Après trois journées d'inspection, les 7, 8 et 9 novembre 2004, un écrit est adressé au maire sous le couvert du chef de la daïra par l'inspecteur général qui conclut à la mauvaise gestion, l'attribution des marchés sans enveloppe financière, la mauvaise gestion du parc et les abus dans la consommation du carburant. Un délai est donné au P/APC pour normaliser les choses. Mais les élus reviennent à la charge pour rendre publics les griefs reprochés au P/APC.

On l'accuse entre autres d'avoir été à l'origine des émeutes qui ont secoué Ouled Rechach. Les jeunes ont manifesté en raison du programme de l'Union européenne DOP, mal approché par le P/APC. Près de 2 milliards, c'est la somme d'un projet d'éclairage public donné en gré à gré à un entrepreneur qui réalise une bonne partie en dehors du territoire de la commune. Pis, écrivent les élus, l'argent n'est pas disponible. Sonelgaz a établi ainsi une amende pénalisant l'APC de 789 millions de centimes pour ces travaux faits sans autorisation de sa part.

On évoque le troc de 200 sacs de ciment pour un autre entrepreneur dans un projet pour la pose du carrelage. On évoque des travaux faits dans une brigade de la gendarmerie et un tribunal à la charge de l'APC et sans l'avis des élus. On s'étonne du vol par des inconnus de deux camions de l'APC du parc communal alors que le propre camion du P/APC est épargné car la nuit même du vol, il fut dirigé ailleurs.

On parlera aussi du filet social. Le procureur général est saisi, les contestataires attendent.

A. Maâchi

JIJEL

Trois morts dans deux accidents



Un train de marchandises a percuté de plein fouet mercredi soir, vers 22 h 30, un véhicule de tourisme de marque Peugeot Partner à bord duquel se trouvaient deux personnes qui ont trouvé la mort sur-le-champ. L'accident est survenu dans un passage à niveau non-gardé au lieu-dit Rocher-aux-moules, commune de Sidi Abdelaziz, 25 km à l'est de Jijel.

Les corps des deux victimes K. A. et T. A., âgées respectivement de 29 et 28 ans, originaires d'El-Ancer, ont été transportées par la Protection civi-

le vers l'hôpital de Tahar. L'enterrement a eu lieu jeudi dans leur commune de résidence. La gendarmerie a ouvert une enquête pour élucider les circonstances de ce malheureux accident.

Durant la même journée de mercredi dernier, un travailleur de la SNTF, 51 ans, a trouvé la mort dans l'enceinte du port de Djendjen, et ce, après avoir été fauché par un chauffeur de camion âgé de 24 ans. Là aussi, une enquête a été ouverte par les services de sécurité.

F. M.